Dépêche d'actualité de l'ambassade de France à Londres sur la Grande-Bretagne et l'UEO (Londres, 30 mars 1982)

Légende: Le 30 mars 1982, l'ambassade de France à Londres revient sur un éditorial du Times du 16 mars concernant l'attitude de la Grande-Bretagne à l'égard de l'initiative française de relancer l'Union de l'Europe occidentale (UEO) en vue d'une politique européenne de défense. L'ambassade conclut que, pour les Britanniques, seule l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) fournit le cadre de concertation indispensable à la défense de l'Europe à l'exception, éventuellement, de l'Europe à Dix par le truchement du Conseil européen et du plan Genscher-Colombo. Il paraît donc difficile de s'attendre à un infléchissement britannique en direction d'une réflexion sur une défense européenne autonome.

Source: Ambassade de France en Grande-Bretagne. Dépêche d'actualité. Diplomatie Paris. Direction d'Europe. A/S La Grande-Bretagne et l'UEO: Londres, le 30 mars 1982, No 7/DA/EU. Confidentiel. 4 p. Ministère des Affaires étrangères. Centre des Archives diplomatiques de Nantes. Archives rapatriées de l'ambassade de France à Londres. Série «Union de l'Europe occidentale (UEO)». 1953-1992 (2002). 378PO/UEO/1-389. Numéro 101. Cote UEO.1.3. Défense et armement. 1980-1983.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française
Avec l'autorisation du ministère des Affaires Etrangères

URL:
http://www.cvce.eu/obj/depeche_d_actualite_de_l_ambassade_de_france_a_londres_sur_la_grande_bretagne_et_l_ueo_londres_30_mars_1982-fr-f8c36ed3-76fb-42ac-b3a6-1b99de4e6450.html

Date de dernière mise à jour: 25/10/2016

UEO - 1 - 3
OTAN - 3 - 2 GB
OTAN - 7 - 6

AMBASSADE DE FRANCE
EN
GRANDE-BRETAGNE

Londres, le 30 mars 1982

MT/cs

No. 7 / DA / EU

DEPECHE
D'ACTUALITE

DIPLOMATIE PARIS

- Direction d'Europe -

CONFIDENTIEL

A/S : La Grande-Bretagne et l'UEO.

La Grande-Bretagne serait-elle (ou devrait-elle être...) disposée à se prêter à une relance ou à une réactivation de l'UEO ? Cette question a, en substance, été posée, quoique sous une autre forme, par le Times, qui, dans son éditorial du 16 mars, appelait les autorités britanniques à répondre à l'appel lancé dans cette direction par le gouvernement français.

1) Posée pour la première fois en public, force est de constater qu'elle a reçu une réponse peu encourageante. Celle de Mme Thatcher n'aura certes pas surpris ceux qui suivent au jour le jour la politique britannique à l'intérieur de l'organisation. Interpelée aux Communes, le 16 mars, sur "l'initiative du Président Mitterand en faveur d'une politique européenne de défense", elle a immédiatement opposé à cette idée une fin de non recevoir déterminée (1). Sa réponse était au demeurant suffisamment générale pour englober des possibilités de relance autres que celle relevant d'un projet précis de défense européenne autonome.

.../...

Communiqué :

CM (M. Delbourg)
CM/CAP
SGL
DP
DPA
EU
Europe Occidentale
STR (Mme Renouard)
STR (ASP)
STR/DT
AM
Ministère de la Défense (Cabinet M. Heisbourg)
Bonn
Bruxelles
Bruxelles Repan
La Haye
Luxembourg
Rome
Washington

P.J. : 2

---

(1) cf. ma communication en date du 18 mars.

www.cvce.eu

Plus intéressantes, parce que plus argumentées, les lettres envoyées à la rédaction du Times en réponse à son éditorial, n'ont, sur le fond, pas suivi une philosophie différente de celle du Premier Ministre : en substance, seule l'OTAN fournit le cadre indispensable à la défense des Européens et si, à la rigueur, on pouvait concevoir une réflexion purement européenne, l'UEO ne semblait pas, de l'avis général, l'enceinte appropriée : l'Europe des Dix, à travers le Conseil européen et éventuellement par le biais du plan Genscher-Colombo, pouvait, à la limite, répondre à ce besoin de concertation (1). Mais l'Eurogroupe revenait le plus souvent sous la plume des correspondants .

En bref, même si - fait notable cependant - l'UEO a été, l'espace de quelques jours, l'objet d'une réflexion, on ne saurait dire que celle-ci ait fait preuve d'originalité et encore moins d'imagination. L'on ne sort pas aisément, ici, des structures auxquelles on est habitué. Il est vrai que le problème était posé d'une façon telle (projet français de "défense européenne indépendante") qu'elle ne pouvait appeler, du côté britannique , que réserve ou, au mieux, scepticisme, la crainte de voir Paris prendre l'affaire en mains et en faire un instrument anti-américain aidant (2). Mais on ne peut que constater que, quelle qu'eût pu être la présentation donnée à cette affaire, le résultat n'eût sans doute pas été différent : le refus de Mme Thatcher de voir l'Europe prendre ses distances à l'égard des Etats Unis est en effet un point de ralliement commun pour les lecteurs du Times (dont l'un était l'ancien représentant permanent du Royaume-Uni à l'OTAN, Sir Clive Rose, lequel a ramené le débat à l'importance du renforcement de la contribution de l'Europe des Dix à l'Alliance par le canal des consultations politiques).

Par ailleurs, une conférence donnée à l'Institute of Strategic Studies (IISS), le 25 mars, par un professeur d'Oxford sur le thème "Sans l'Amérique ? Un nouveau cours pour la Grande Bretagne et l'Europe occidentale", a donné lieu au

---

(1) cf pièces jointes
(2) cf l'incidente d'un parlementaire("and run by the French") lors de l'interpellation de Mme Thatcher

www.cvce.eu

même type de commentaires ou d'interventions négatives de l'auditoire. Alors que le Pr Bull s'était demandé s'il ne convenait pas de renforcer la coopération entre européens et s'il ne serait pas bon de prêter une oreille attentive à certains projets de relance d'activité européenne (UEO par exemple), tous les intervenants ont ajouté argument sur argument pour montrer qu'à tout prendre, le statu quo était préférable, compte tenu des risques et des inconnues qu'entrainerait une telle politique.

2) Il s'agit bien en effet d'une objection fondamentale qui répond à la fois au sentiment profond de Whitehall et à la volonté de Washington d'éviter tout dérapage ou toute dérive hors de l'OTAN de discussions de substance sur les questions de sécurité. C'est ce dont témoignent l'entretien qu'a eu un de mes collaborateurs avec un journaliste américain et une indication que m'a fournie mon collègue italien.

Mon collaborateur a eu en effet la surprise d'entendre avec suffisamment de détails à l'appui, son interlocuteur évoquer la décision britannique, annoncée lors de la réunion du Conseil de février (dont les débats sont par nature confidentiels) de mettre fin aux visites d'inspection technique de l'ACA sur le territoire du Royaume Uni. Comme M. Trémeau l'interrogeait sur la source de cette information, le journaliste a répondu que "nous ne serions sans doute pas étonnés d'apprendre qu'elle était américaine". L'ambassade des Etats Unis, qu'il avait interrogé sur ces projets de relance de l'UEO, avait en outre ajouté que, du côté américain, on ne souhaitait pas voir de tels projets se réaliser, car ce qui se produirait alors se ferait au détriment de l'OTAN.

Une confidence que m'a faite de son côté mon collègue italien vient tout à fait confirmer cette impression. D'après M. Cagiati, en effet, un visiteur italien se serait récemment entendu dire à Washington que le seul allié tout à fait solide des Etats Unis en Europe, celui en qui l'on pouvait faire entière confiance en toutes circonstances, était la Grande-Bretagne.

+

+ +

.../...

www.cvce.eu

Il parait donc difficile de s'attendre à un infléchissement britannique en direction d'une certaine forme de réflexion européenne, que l'on a tendance ici à considérer comme comportant un risque de découplage avec la pensée et la stratégie américaines. Il n'est pas indifférent de noter à cet égard que cette tentative de réflexion née de l'initiative du Times, est en outre en partie le résultat d'un concours de circonstances. Deux éléments sont en effet à son origine : la volonté, prêtée au gouvernement français, de relancer l'UEO et l'annonce, par le Cabinet britannique, du choix du Trident II pour équiper la force nucléaire britannique, Ce choix, qui implique une dépendance technologique et stratégique accrue à l'égard de Washington n'a en effet pas manqué de soulever chez certains des questions sur la dépendance politique qui en résulterait pour les deux décennies à venir vis à vis des Etats Unis, ainsi que sur une possible alternative européenne, notamment par le biais d'une coopération franco-britannique. Cette réflexion semble maintenant dépassée. Entre la politique du "grand large" adoptée par Mme Thatcher et une association plus étroite avec l'Europe, l'opinion publique et les partis politiques n'auraient surement pas choisi cette dernière. Le repli insulaire, le retour à ce que d'aucuns ont appelé " la forteresse Grande-Bretagne" ont en effet conservé sur ces milieux un attrait que l'on ne saurait négliger, ce qui explique d'ailleurs - à tort ou à raison - les interrogations récurrentes ici ou là sur la perennité de l'engagement militaire britannique sur le Rhin./.

www.cvce.eu